

Les deux derniers chapitres portent sur les questions centrales de la Terreur et des Droits. C'est là où « il faut parler des massacres de septembre » et où « il faut lever le tabou de la Terreur », ce que fait Jean-Claude Milner à sa façon. Il convient donc de lever l'équivocité de la Terreur en réservant ce qu'elle signifie à la période de la Terreur, inaugurée par la mise à l'ordre du jour de la terreur le 5 septembre 1793, effectuée, rappelons-le, non par la Convention, mais par la Commune de Paris. Il faut ainsi considérer les massacres, dès septembre 1792, comme « antipolitiques ». Il faut aussi mettre l'accent sur le caractère extrême de la situation. Il convient enfin de ne pas isoler une expression, « le despotisme de la liberté », donc de la restituer dans sa syntaxe « Le gouvernement de la révolution est le despotisme de la liberté contre la tyrannie ». De nécessité en nécessité se précise ce qui doit être dit sur la Terreur, y compris à l'encontre du philosophe (Hegel). Il en ressort un personnage énigmatique, Robespierre, positionné à l'identique du portrait tracé par ses récents biographes Marc Belissa, Yannick Bosc, Hervé Leuwers et Jean-Clément Martin, même si l'auteur ne s'y réfère pas. Robespierre se situe au plus près de la complexité du réel, il privilégie la stratégie sur la tactique, et il envisage la fin de la Terreur dès que la nécessité ne l'imposera plus.

Quant aux Droits, tout se joue, dans l'expression « les droits de l'homme et du citoyen », autour de la conjonction *et*. C'est là où se situe l'invention de la Révolution française par les constituants de 1789. Nulle différenciation historiciste entre l'abstrait et le concret n'est ici possible, d'autant plus que le possible se situe sur le terrain des droits des non-citoyens. Jean-Claude Milner s'en prend alors de manière très rude à l'analyse par Hannah Arendt des droits de l'homme, et en particulier à sa proposition : « Il n'existe qu'un seul droit de l'homme, le droit d'avoir des droits », où il perçoit une négation de la différence entre droits de l'homme et du citoyen, et donc l'affirmation d'un droit unique en contradiction avec les différents droits énoncés dans la déclaration de 1789. On peut regretter qu'il n'ait pas nuancé sa critique en considérant les réflexions d'Hannah Arendt sur les droits dans son *Journal de pensée* (Paris, Seuil, 2005), à l'exemple de la proposition suivante, « L'homme n'existe dans la politique que s'il bénéficie des mêmes droits que ceux qui sont garantis aux individus les plus différents » (p. 30).

Concluons que Jean-Claude Milner se propose, dans son style propre, de circuler dans l'espace grammatical de la Révolution française au titre de ce qui doit en être dit dans l'ordre de la nécessité, et ce qui peut en être dit dans l'ordre du possible. En la relisant, il veut nous convaincre d'en revenir à son projet, sans pour autant en effacer les équivoques. Ni conjuration, ni coup d'État ne sont attestés du temps de la Convention montagnarde, au nom de la publicité des débats. L'exactitude, par le fait de l'adéquation des mots aux choses, et la vérité, contraire à la croyance que l'on peut parler au nom du réel, y marchent de pair. Il s'agit bien de circonscrire « le régime de vérité » de la Révolution française, de savoir qui y cherche la vérité. À ce titre, la vérité fait partie d'une histoire du discours déployée à partir de l'analyse des conditions historiques d'existence et de production des événements révolutionnaires.

Jacques GUILHAUMOU

Premier Empire, Moscou, Institut d'histoire générale, 2016, 423 p., ISSN 0235-4349, prix non indiqué.

Le dernier volume de l'*Annuaire d'études françaises* comprend, comme le précédent, quatre parties : « Les révoltes à l'époque de la Révolution française et du Premier Empire », « Problèmes actuels des études sur la Révolution française », « Historiographie » et « *In memoriam* ».

Dans ce volume, Alexandre Tchoudinov livre un article fort intéressant intitulé « Les peuples contre la Révolution française ». Représentant du courant critique de l'historiographie révolutionnaire, l'auteur note tout d'abord que lors de la Révolution, en dépit du rôle important des journées révolutionnaires, le travail essentiel de « construction du nouveau chemin a été réalisé par l'élite éclairée » (p. 7, 28). Pour lui, les activités déployées d'un côté par le peuple insurgé et de l'autre par les élites s'aident mutuellement, et ce, bien que les objectifs de ces deux groupes fussent fort différents (p. 12). L'auteur estime que les mouvements populaires sont essentiellement des réactions aux difficultés économiques et ne poursuivent pas de buts politiques. Il étudie également la réaction des populations d'Italie, d'Égypte et de Russie contre les occupants français, respectivement lors des campagnes de 1796-1797, 1798-1801 et 1812. L'analyse minutieuse des luttes menées par les habitants autochtones de ces pays, ainsi que par ceux de la Vendée, le conduit à souligner que la cause principale d'affrontement est l'opposition entre le système traditionnel de valeurs du monde paysan, basé sur la religion, et le paradigme libéral et démocratique des Lumières, déjà bien enraciné au sein des élites françaises. Dans son article sur « La Vendée : du génocide au "mémoricide" », Reynald Sécher présente de manière synthétique les thèses essentielles de son livre sur ce même thème publié à Paris en 2011. À vrai dire, je ne partage pas sa conception du soi-disant « génocide » franco-français qui aurait eu lieu en Vendée, car le « génocide », comme tel, est un phénomène qui n'est pas uniquement une extermination de masse. Il présente des spécificités (le choix des victimes d'après leur nationalité ou ethnicité, son organisation et exécution au niveau étatique et sur la base de l'intentionnalité, etc.) qui ne sont point caractéristiques des événements de la Vendée. Cette approche qui n'est pas recevable a été à juste titre critiquée et réfutée à plusieurs reprises par des historiens français (voir, par exemple, Jean-Paul Bertaud, *Initiation à la Révolution française*, Paris, 1989, p. 261, « Après Robespierre Staline... Entretien avec François Furet », *L'Histoire*, n° 177, 1994, p. 52, ainsi que le compte rendu de Jean-Clément Martin publié dans les *AHRF*, n° 368, 2012, p. 195-196 sur le livre susmentionné de Reynald Sécher). L'article de Dmitri Bovykine, intitulé « Louis XVIII et le mouvement insurrectionnel royaliste à l'Ouest de la France », est consacré aux intentions du comte de Provence. Ce dernier projetait d'organiser en Vendée et en Bretagne des insurrections, plus particulièrement durant la période qui s'étend de la mort de « Louis XVII » le 8 juin 1795 (20 prairial an III), le conduisant à se proclamer roi à Vérone sous le nom de Louis XVIII, au début de l'année 1796, date de l'exécution de Stofflet et de Charette. Il met en évidence les différentes causes des échecs de l'activité insurrectionnelle des ennemis de la République dans cette région, quelle que soit la forme prise par cette activité : guerre d'usure, expéditions des armées révolutionnaires, projets des leaders des contre-révolutionnaires, etc. En somme, il constate que Louis XVIII, auquel il attribue constamment le statut de « roi de France » à cette époque, n'a pas réussi à contribuer au développement de l'insurrection en Vendée et de la chouannerie, ainsi qu'à les utiliser pour réaliser ses propres desseins (p. 63). D'ailleurs Vladislava Sergienko de Nice, l'une des auteures, a raison de préférer qualifier le comte de Provence dans ces années de « futur Louis XVIII » (p. 121). Maria Tchepourina, en discutant minutieusement les origines



et le mécanisme de l'insurrection de 1793 à Lyon, montre, quant à elle, que tout ce qui s'y est passé, fut le résultat du conflit entre les pouvoirs du département et de la municipalité de Lyon (p. 79, p. 84, p. 93). Certes elle considère que la victoire définitive du département fut rendue possible par les fautes répétées commises par les dirigeants de la municipalité de la ville, autrement dit par les « radicaux ». Plus généralement, elle affirme : « Il n'y a aucune raison de nommer royalistes ceux qui ont remporté la victoire lors de l'insurrection de Lyon du 29 mai » (p. 94). Daria Zaitseva analyse le destin de Jean-Lambert Tallien après les massacres de septembre 1792. Elle se réfère tout d'abord à son pamphlet publié juste après ces événements où il justifie son action et les massacres. Mais elle concentre surtout son attention sur la période post-thermidorienne, lorsque Tallien fut accusé de « terrorisme ». Il devint alors la cible des attaques croisées de forces politiques opposées qu'il s'agisse aussi bien des derniers montagnards, ses adversaires politiques, que des hommes politiques de « droite ». Malgré ces nombreuses dénonciations, l'auteure en vient à souligner l'absence de preuves directes de la participation de Tallien à l'organisation de ces massacres (p. 106). Les projets politiques des émigrés français des années 1792-1795 sont analysés par Vladislava Sergienko. Les vues de ceux qui ont été qualifiés de « monarchiens », Jean-Joseph Mounier, Thomas Arthur de Lally-Tollendal, Stanislas de Clermont-Tonnerre, Pierre-Victor Malouet, anciens députés de la Constituante qui ont ensuite émigré se trouvent au centre de sa réflexion. Elle note que ceux-ci n'étaient certainement pas des partisans du rétablissement de la monarchie absolue (p. 113, 121, etc.), mais que leurs projets politiques ont tout de même échoué rapidement. L'étude de leur vision de la Révolution et des voies du rétablissement de la monarchie n'en demeure pas moins essentielle selon l'auteure pour comprendre l'histoire de la contre-Révolution, d'autant plus que ceux-ci ont tenté d'unir les divers regroupements d'émigrés (p. 122). Evgenia Prusskaya propose un article sur les différents mouvements de protestation anti-français en Égypte dans les années 1798-1801. Décrivant en détail le déroulement de deux célèbres insurrections du Caire, ainsi que des émeutes et des mouvements anti-français dans différentes régions de l'Égypte, surtout à Damiette, elle constate que tous ces événements étaient motivés par la haine que les habitants de ce pays portaient à l'encontre des Français. Nikolai Promyslov concentre son attention sur la préparation par Napoléon de la campagne de 1812 et sur « l'arme secrète » de la rébellion. Il souligne la volonté française d'inciter en Russie les Polonais, les Cosaques, ainsi que la paysannerie russe encore soumise au régime du servage à s'insurger. Or, selon lui, Napoléon n'avait pas l'intention de déclarer l'abolition du servage dans le but de conclure une paix avec le tsar ; les Polonais et les Lithuaniens n'ont pas soutenu les Français après leur invasion ; des insurrections contre les pouvoirs russes n'ont éclaté ni dans les provinces occidentales ni dans provinces sud-occidentales occupées par les troupes de Napoléon (p. 158). L'auteur estime que la politique d'Alexandre I^{er}, favorable à la population de ces provinces a permis d'éviter une « anarchie polonaise » sur le modèle des insurrections de 1794-1795 (p. 160).

La deuxième partie aborde l'historiographie actuelle de la Révolution française. Les interprétations de Pierre Serna et de Patrice Gueniffey sont comparées ; leurs interviews respectives accordées à Andreï Mitrofanov lors de leurs visites moscovites, mais aussi l'article de Pierre Serna sur « Le Directoire : une République du Centre ? La situation trompeuse de l'invisible bourgeois » sont publiés. D'après Pierre Serna, la bourgeoisie française dont le rôle durant la Révolution a été récemment remis en cause, n'a pas pu revendiquer son identité sociale au cours de cette époque. Toutefois, bien qu'aucun terme sous la Révolution ne serve à désigner ce groupe, « le rôle social, économique et politique » de la bourgeoisie sous le Directoire ne fait aucun doute (p. 170), d'autant plus qu'elle tenait

les rênes du pouvoir. En même temps, l'auteur pointe le caractère longtemps superficiel de l'historiographie française sur le Directoire, sur ce qu'il appelle la « république bourgeoise » à la différence de Jean-René Suratteau qui préférerait parler de « mode de gouvernement ». Ce vide historiographique s'expliquerait par l'intérêt principalement porté par les historiens français aux « grands hommes », comme Robespierre et Bonaparte. Ainsi les études approfondies sur le Directoire ont longtemps fait défaut, marginalisant du même coup une période pourtant assez longue durant laquelle les hommes politiques du centre gouvernèrent le pays (p. 187, p. 188). Notons pour compléter ces propos que les historiens soviétiques, ainsi que leurs prédécesseurs russes, ont complètement négligé le Directoire, ce qui avait d'ailleurs conduit Victor Daline à m'encourager à mener une thèse sur le coup d'État du 18 Fructidor. Pierre Serna dans son interview en vient finalement à affirmer que la politique du Directoire n'a jamais été totalement libérale (p. 188). Patrice Gueniffey, à son tour, en réponse aux nombreuses questions posées, énumère les spécificités de l'historiographie actuelle de la Révolution française : les historiens ne s'occupent plus de l'histoire générale de la Révolution française ; ils centrent leurs propos sur des thèmes précis (à la différence de Patrice Gueniffey, on peut estimer que c'est là l'une des avancées de la science historique contemporaine) ; la disparition du paradigme marxiste a ouvert de nombreuses perspectives de recherche conduisant les historiens professionnels à se spécialiser dans des domaines particuliers. D'après lui, c'est le *Dictionnaire critique de la Révolution française*, support d'une histoire politique et d'une approche philosophique, qui aurait contribué à l'écroulement de l'historiographie « classique » de la Révolution (p. 199). Philippe Bourdin, qui discute la place du théâtre lors de la Révolution, met l'accent sur la politisation manifeste de l'art dramatique, ainsi que sur les tentatives menées par le nouveau régime en vue d'exploiter cet outil de propagande, y compris au sein des territoires conquis et des républiques sœurs (p. 213, 214, 222). Dans ce contexte nouveau, après la disparition des privilèges, les théâtres voient leur statut transformé : ils deviennent des organisations publiques (p. 215).

La troisième partie, consacrée à l'historiographie est très riche (deux articles sont ici laissés de côté car leur contenu ne correspond pas à notre période). L'article de William Doyle de Bristol est consacré à l'historiographie britannique de la Révolution française depuis le bicentenaire jusqu'à nos jours. Il souligne tout d'abord l'empirisme des historiens britanniques, leur intérêt pour les approches biographiques (Robespierre, Saint-Just, Babeuf, Louis XVI, Marie-Antoinette, Monsieur et Madame Roland), et pour l'étude de la période post-thermidorienne. Concernant ce dernier aspect, il note surtout la contribution de James Livesey qui a mis en évidence le rôle du Directoire dans la création du modèle européen de la démocratie républicaine (p. 238).

Pour ma part, je publie le rapport prolix de Victor Daline « Sur Tarlé », tiré des Archives de l'Académie des sciences de Russie, rapport qu'il présenta à la Société des historiens marxistes le 2 février 1931, jour où le « contre-révolutionnaire » Eugène Tarlé fut privé de son statut de membre de l'Académie des sciences de l'URSS ; il y avait été élu en 1927 et Staline lui restitua ses droits en 1938. Comme tous les historiens marxistes de cette époque, Daline considère Tarlé comme un historien « bourgeois », un « ennemi » de l'historiographie marxiste, etc. Certes, représentant caractéristique de sa génération, Victor Daline, jeune historien marxiste, ne pouvait adopter une autre attitude envers ceux qui avaient négligé la méthodologie marxiste, d'autant plus qu'on l'avait chargé de présenter ce rapport dans le but d'argumenter en faveur de l'exclusion de Tarlé de l'Académie des sciences. Mais il convient de souligner que, bien plus tard, son attitude envers ce grand historien soviétique non marxiste évolua de manière significative. À la différence de Victor Daline, Albert Manfred, son fidèle ami, était l'un des admirateurs de Tarlé qui lui avait recommandé



à la fin de sa vie de rédiger une nouvelle biographie de Napoléon. Dmitri Tchoudinov consacre son article aux appréciations portées par les lecteurs soviétiques sur le précieux livre d'Albert Manfred *Napoléon Bonaparte*. Rappelons que cette excellente et rigoureuse étude biographique traduite en différentes langues, et notamment en français en 1980, fut qualifiée par Jacques Godechot de livre qui méritait « d'être placé parmi les meilleures biographies de l'empereur » (Jacques Godechot, « La période révolutionnaire et impériale, publications de 1978 à 1985 », *Revue historique*, n° 557-1986, p. 200). Sa publication en 1971 assura au « plus grand spécialiste » soviétique d'histoire de France (p. 325) une immense popularité dans l'ancienne URSS dont les presque cinq cents lettres qu'il a reçues (Victor Daline, *Les historiens de la France du XIX^e-XX^e siècles*, Moscou, 1981, p. 314, en russe) et qui sont conservées dans ses archives personnelles sont la preuve irréfutable. En se référant à quelques-unes d'entre elles, Dmitri Tchoudinov constate que le *capolavoro* d'Albert Manfred suscita un vif intérêt non seulement des historiens, mais aussi d'un public plus large. Comme il le note, toutes les lettres n'étaient pas emplies d'admiration et quelques lecteurs ont parfois fait des objections, en citant de petites inexactitudes commises par l'auteur.

Dans son article « L'Europe sous Napoléon : le regard de Stendhal », Aliona Postnikova montre comment la participation de Stendhal aux guerres napoléoniennes de 1808 à 1814 transforma ses vues sur la guerre. Après ces campagnes, le futur écrivain s'est livré, selon elle, à une nouvelle représentation, beaucoup plus réaliste, de la guerre (p. 310). Elle estime que Stendhal aurait envisagé la vanité des soldats français en Russie comme la cause principale de leur défaite (p. 303). Plusieurs contributions s'intéressent ensuite aux nouvelles approches historiographiques de la période napoléonienne. Notons l'approche originale de Vladimir Zemtsov, reflétée dans son article sur « Napoléon et son époque dans le miroir de " l'histoire alternative " » : il analyse en détail les péripéties de « l'histoire alternative » produite par des historiens qui ne sont pas professionnels au cours de deux siècles en France et dans d'autres pays, en particulier la Russie. Il analyse des livres publiés parfois par d'éminents hommes politiques, comme Valéry Giscard d'Estaing et Dominique de Villepin, ainsi que des films. Selon lui l'initiateur de cette « histoire alternative » est Napoléon lui-même, qui, lors de son exil à Sainte-Hélène, poursuivit le but de justifier ses résolutions et ses actions. Vladimir Zemtsov élargit son propos et considère que cette approche a toujours été utilisée à des fins politiques (p. 321). L'article d'Andreï Gladichev est consacré aux commémorations récentes en France des guerres napoléoniennes de 1812-1815 à l'occasion de leur bicentenaire. Ces commémorations sont d'autant plus intéressantes que ces guerres ont toujours occupé une place majeure dans la mémoire historique des Européens (p. 337). Andreï Gladichev mène une étude minutieuse, non seulement des colloques scientifiques et de la riche littérature historique publiée à cette occasion, mais aussi de toutes les manifestations organisées dans de nombreuses villes provinciales par différentes sociétés savantes, en particulier par la Fondation Napoléon et les associations historiques régionales.

Les directeurs de publication de l'*Annuaire* ont décidé opportunément d'insérer en guise de dernière partie une rubrique consacrée à nos collègues disparus. Une notice nécrologique rédigée par Dmitri Bovykine est consacrée à Bronislaw Baczko (1924-2016), dont le meilleur livre sur l'époque thermidorienne a été traduit par Bovykine lui-même en russe et publié à Moscou en 2006. On ne peut qu'être reconnaissant envers Alexandre

Tchoudinov qui a réuni tous ces textes, offrant ainsi aux lecteurs un vaste panorama international de l'historiographie de la période révolutionnaire et impériale.

Varoujean POGHOSYAN

VARIA

Jean-Luc CHAPPEY, **Sauvagerie et civilisation. Une histoire politique de Victor de l'Aveyron**, Paris, Fayard, 2017, 271 p., ISBN 978-2-70144-8, 20,90 €.

S'il en était encore besoin, le nouvel ouvrage de Jean-Luc Chappey consacré à Victor de l'Aveyron, « l'enfant sauvage », nous rappelle avec pertinence qu'il n'est d'histoire que contemporaine et que la Révolution française, dans l'histoire politique et culturelle de l'Europe, conserve une place à nulle autre pareille. Tels sont en tout cas les paris méthodologiques essentiels de l'auteur. Jugeant que les idéaux de la République nés lors de la décennie révolutionnaire sont mis à mal en ce début du XXI^e siècle, il entend faire œuvre de civisme en « questionnant les marges et les sauvages [que] ne cesse de construire » (p. 230) le projet républicain. Dans une perspective plus scientifique, cette étude de cas ambitionne tant d'étudier les bouleversements qui touchent la France au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles que de redonner du sens, de la densité humaine, à l'événement que provoque la découverte de Victor, à la fin de 1799, loin des mythologies qui encombrant notre vision de la sauvagerie. Dans des pages denses qui replacent un homme extraordinaire dans son temps, et dont nous laissons au lecteur le soin de découvrir la richesse du détail, réside toute la valeur d'une recherche aboutie.

En brisant le fil du récit chronologique attendu, l'auteur souligne que les Français de 1799 ne sont pas des abstractions dont on peut faire un usage politique, mais des hommes et des femmes immergés dans une histoire de longue durée, dont ils sont, bon gré mal gré, les héritiers. Quand les paysans de Lacaune, en Aveyron, capturent un enfant sauvage en 1798, qui est confié aux autorités locales, un véritable système de représentations forme déjà l'horizon psychologique des contemporains. Si l'on découvre un enfant sauvage, c'est que la sauvagerie a été constituée en catégorie philosophique, morale et politique. Les écrivains, les voyageurs des Lumières ont élaboré un imaginaire de « l'Autre » qui fait du barbare l'envers du civilisé, et du sauvage son origine. L'étude du sauvage, qui est érigé en objet digne de toutes les attentions, permet aux élites de s'interroger sur la diversité humaine, les conditions de développement et de progrès de la civilisation.

Dès 1789, les questionnements des philosophes nourrissent le débat politique. Confrontées à un peuple en mouvement, les élites se livrent à une lecture de l'histoire dépendante d'un *corpus* de textes littéraires, d'images, de pièces de théâtre. Les théories sensualistes tiennent le devant de la scène. Le peuple, assimilé à un enfant, peut et doit être éduqué ; un bon environnement autorise le développement de la civilisation, la régénération de l'humanité, le perfectionnement de l'homme, Victor y compris, mais à la condition de le socialiser. Dès lors, l'ouvrage révèle avec une argumentation solidement étayée que c'est l'ensemble de l'organisation politique qui est repensée à partir de ces hypothèses. Au début de la Révolution, si la France peut être régénérée, alors il faut rompre avec l'Ancien Régime mais, si le peuple reste un enfant, la loi doit l'encadrer. L'égalité des droits civils n'implique pas l'égalité des droits politiques. Une culture commune aux notables sépare une élite instruite et un peuple à éduquer. Le régime des « meilleurs » que les

